

MAURITIUS IGF 2025

L'intelligence artificielle, cybersécurité et la confiance numérique au centre des discussions

LE Mauritius IGF 2025 tiendra sa neuvième conférence du 5 au 6 avril, sous le thème : *AI, Cybersecurity, and Digital Trust: Pioneering a Secure Future*. Pendant ces deux jours, divers sujets essentiels seront abordés. Cet événement vise à réunir un large éventail d'acteurs pour débattre des intersections cruciales entre l'intelligence artificielle (IA), la cybersécurité et la confiance numérique.

Organisé par le Halley Movement, le Mauritius IGF 2025 entend favoriser un dialogue collaboratif, stimuler l'innovation et élaborer des stratégies concrètes pour sécuriser l'espace numérique mauricien.

Le neuvième Mauritius IGF réunira des acteurs clés pour aborder des enjeux essentiels liés à l'évolution numérique. Il mettra en lumière plusieurs thématiques à travers des discussions stratégiques visant à renforcer la gouvernance numérique et la sécurité en ligne.

L'IA et l'éthique dans la gouvernance seront au centre des échanges, avec une analyse du rôle de l'intelligence artificielle dans la prise de décision, des enjeux liés aux biais, à l'équité et à la responsabilité des systèmes d'IA, ainsi que le partage des meilleures pratiques internationales pour une mise en œuvre éthique.

La cybersécurité à l'ère de l'IA constituera un axe majeur, avec un focus sur l'évolution des menaces cybernétiques, le renforcement des partenariats public-privé pour améliorer la sécurité numérique et la mise en place de stratégies adaptées pour protéger les PME.

La sécurité des enfants et le bien-être numérique seront également à l'honneur, avec des discussions sur la protection des mineurs face aux risques liés à l'IA, notamment les deepfakes et la désinformation, ainsi que sur l'importance de l'éducation numérique pour favoriser des interactions en ligne sûres et éclairées.

La protection des données, la vie privée et la confiance numérique feront l'objet de débats autour des cadres de cybersécurité pour sécuriser les données personnelles et sensibles, ainsi que des réformes légales nécessaires pour garantir la conformité aux normes internationales



■ Mahen Busgopaul, secrétaire général de Halley Movement

en matière de protection des données.

Enfin, le renforcement des capacités pour l'avenir numérique mettra l'accent sur le développement des compétences, avec des initiatives de formation destinées aux jeunes et aux professionnels afin de les préparer aux carrières en IA et en cybersécurité, tout en promouvant une croissance inclusive et une

montée en compétences pour un Maurice numériquement résilient.

« Pour chacune de ces six thématiques, il sera crucial de développer des positions critiques, progressistes et centrées sur l'Afrique, afin de les transmettre à nos parties prenantes. Ces positions pourront être présentées, défendues et négociées en vue d'élaborer un document final pour la conférence United Nations IGF en Norvège », explique Mahen Busgopaul, secrétaire général de Halley Movement.

Parmi ses principaux objectifs, le Mauritius IGF 2025 ambitionne de

promouvoir une intégration éthique de l'IA en facilitant les discussions sur son adoption fluide et responsable au sein des écosystèmes numériques. Il mettra également l'accent sur le renforcement des mesures de cybersécurité en abordant les défis émergents et en mettant en avant les innovations visant à protéger les individus, les entreprises et les infrastructures essentielles.

L'instauration de la confiance numérique sera au cœur des débats, avec l'élaboration et la promotion de stratégies garantissant une adoption responsable des technologies dans divers secteurs. Enfin, l'événement servira de plateforme pour consolider la collaboration internationale en explorant les tendances mondiales, les cadres juridiques et les initiatives de renforcement des capacités qui contribuent à la résilience cybernétique fondée sur l'IA.

Le Mauritius IGF 2025 réunira une diversité d'intervenants et de participants issus de différents secteurs. Parmi les parties prenantes potentielles figurent des représentants du gouvernement, notamment du Data Protection Office, des experts en intelligence artificielle et en cybersécurité de la région Afrique-Îles de l'océan Indien, des acteurs du secteur technologique privé, des leaders de la société civile engagés dans la sécurité en ligne, ainsi que des groupes de jeunes et des institutions éducatives.